

## "Thatcher risque de faire tapisserie en Europe" dans The Guardian (31 octobre 1988)

**Légende:** Le 31 octobre 1988, le quotidien britannique de gauche The Guardian examine les conséquences politiques de l'attitude critique du Premier ministre britannique conservateur Margaret Thatcher à l'égard de la Commission Delors et des dossiers européens.

**Source:** The Guardian. 31.10.1988. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Thatcher as the wallflower of Europe", auteur:Palmer, John , p. 19.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/thatcher\\_risque\\_de\\_faire\\_tapisserie\\_en\\_europe\\_dans\\_the\\_guardian\\_31\\_octobre\\_1988-fr-e5f4b556-d7c5-4648-a701-ec1c253c6a6c.html](http://www.cvce.eu/obj/thatcher_risque_de_faire_tapisserie_en_europe_dans_the_guardian_31_octobre_1988-fr-e5f4b556-d7c5-4648-a701-ec1c253c6a6c.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## **Le Premier ministre fait des cauchemars à propos du fédéralisme et de la Communauté européenne. Selon John Palmer, ses craintes risquent de la laisser en marge de l'Europe**

### **Thatcher risque de faire tapisserie en Europe**

Récemment, Mme Thatcher n'a plus laissé planer aucun doute sur les réserves qu'elle a sur la direction que l'«Europe» – et particulièrement la Communauté européenne – risque de prendre. Elle a clairement défini la ligne de front entre la souveraineté nationale et le fédéralisme d'un «super-État» européen.

Elle a également dit qu'elle voyait dans le souhait de la Commission et de certains autres gouvernements de la CE de légiférer sur des normes sociales minimales – par exemple les droits des travailleurs – l'embryon d'un «socialisme européen» qui, s'il n'est pas contrôlé, pourrait annuler les gains obtenus par son gouvernement en faveur des forces du marché, des privatisations et du «nouveau réalisme» de la société britannique.

Cela n'est que la partie visible de l'iceberg. Les réserves personnelles de Mme Thatcher au sujet de l'évolution de la politique dans de nombreux pays de la Communauté européenne vont encore plus loin. Dans son for intérieur, elle redoute que la nouvelle Europe qui émergerait soit anti-nucléaire, plutôt pacifiste, quasiment neutre et qu'elle fasse preuve de trop de «souplesse» vis-à-vis de l'Union soviétique.

Le cauchemar politique européen de Mme Thatcher se fonde en partie sur la réalité. Par exemple, la remise en cause croissante des hypothèses traditionnelles au sujet de la souveraineté britannique a été à nouveau soulignée la semaine dernière avec la révélation que – à l'avenir – Whitehall sera obligé de procéder à de véritables augmentations en matière de dépenses publiques dans les régions et les zones de déclin industriel afin d'attirer les fonds promis par la Communauté européenne pour le développement social et régional. Cela pourrait être vu comme une possible perte de souveraineté en matière de dépenses publiques au profit de Bruxelles.

Pendant ce temps, le Parlement européen a adopté à une majorité écrasante une résolution appelant à un fédéralisme supranational complet incluant le droit pour les parlementaires européens de pouvoir opposer leur veto et de contrôler les véritables décideurs dans la CE, c'est-à-dire le Conseil des ministres. Certains parlementaires conservateurs ont été incapables de voter contre, malgré la dénonciation par leur leader d'une telle hérésie fédéraliste. Il est difficile d'accorder du crédit aux craintes de Mme Thatcher relatives à la subversion euro-socialiste rampante émanant de la Commission. La plupart de la rhétorique au sujet des droits des travailleurs et d'une «Europe sociale» consiste en cela.

D'un autre côté, parler d'une «dimension sociale» peut soulever des attentes. Et le Premier ministre a raison d'affirmer que même si la Commission et les gouvernements «de gauche» de la Communauté européenne ne sont pas sérieux, il y a les syndicats, les groupes travaillant sur la pauvreté et les forces sociales représentant les femmes, les minorités ethniques, les droits aux prestations sociales et les défavorisés qui voudront du concret pour étayer les paroles et qui, si cela ne devait pas avoir lieu, pourraient devenir très hostiles au marché intérieur de 1992.

Mme Thatcher n'a pas récemment évoqué le mouvement de «dénucléarisation» de la politique de défense européenne. Elle sait, toutefois, que le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest comme d'autres au sein de l'OTAN ont l'intention de repousser, et si nécessaire de bloquer, les plans soutenus par les Britanniques et les Américains pour moderniser les armes nucléaires de courte portée de l'OTAN. Plus inquiétant, du point de vue de Downing Street, le gouvernement belge est allé plus loin et s'est publiquement désolidarisé de la stratégie de modernisation de l'OTAN.

Le gouvernement britannique veut freiner la tendance croissante de l'Europe occidentale à aider M. Gorbatchev en accordant des prêts «à taux préférentiels» et des crédits trop généreux à l'Union soviétique. Mme Thatcher veut que les entreprises britanniques ne manquent aucune opportunité découlant de la perestroïka économique et des partenariats d'investissements avec les entreprises soviétiques. Toutefois, elle craint que la course aux affaires avec «l'Est» – menée par les Allemands de l'Ouest –

associée aux sentiments anti-nucléaires que même certains gouvernements rigides de centre-droit au sein de la CE et de l'OTAN semblent avoir retirés du mouvement pacifiste, ne puisse, dans son sillage, combiner et encourager une forme de «neutralisme» européen qui déstabiliserait l'Alliance atlantique.

Certaines de ces craintes ont été exprimées récemment lors de la réunion de Ditchley Park sur l'avenir de la politique européenne en matière de sécurité. Ce qui était frappant, ce fut que même les hypothèses très modérées sur l'utilité d'un «pilier européen plus fort au sein de l'OTAN» ont été accueillies avec cynisme et une certaine hostilité par les hauts responsables de l'administration Reagan. Combien de temps faudra-t-il encore avant que Mme Thatcher ne considère les idées de certains de ses pairs de la CE au sujet de l'«Union européenne de sécurité» comme une nouvelle menace pour l'OTAN elle-même?

Il est tentant de rejeter les dénonciations formulées par Mme Thatcher au sujet d'une telle Europe. Mme Thatcher et ses conseillers ont recours à un langage exagéré pour exprimer leurs craintes, et ils voient dans ce qui n'est au plus qu'une évolution naissante un scénario européen complet en matière d'intervention sociale, de dénucléarisation et de ce qui reviendrait à un quasi non-alignement. Aucun de ceux qui président les gouvernements en question de la CE, sans parler des dirigeants des institutions de la Communauté européenne, n'ont sérieusement l'intention d'emprunter cette voie. Cependant, puisque même l'Europe occidentale de centre-droite s'écarte du libéralisme économique pur et dur, de l'atlantisme inconditionnel, du tout nucléaire et du scénario de la guerre froide, ces changements légitimeront et encourageront ceux qui sont sérieux au sujet d'une telle Europe.

Toutefois, Jacques Delors n'est pas un agent secret bolchevique, pas plus que Hans-Dietrich Genscher n'est un sympathisant «passif» de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND). Mme Thatcher ne peut que se discréditer et s'affaiblir politiquement si elle persiste à considérer de cette manière ceux qui partagent leurs opinions.

En Europe de l'Ouest, le consensus sur la sécurité, comme en matière sociale et économique, est en pleine évolution. Mme Thatcher pourrait se voir reléguée dans une position marginale par rapport aux développements de l'Europe de l'Ouest si elle tente de renverser ces tendances. Et si elle se trouve reléguée en marge de l'Europe, combien de temps faudra-t-il avant qu'elle ne perde la confiance de ceux qui attendent qu'un Premier ministre conservateur soit aux commandes du processus de prise de décision politique en Europe et dans le monde occidental?

*John Palmer est le rédacteur du Guardian spécialiste des affaires européennes*